



12 décembre 2024

Original :
anglais**Pour information**

**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies pour le développement,
du Fonds des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui
aux projets**

**Conseil d'administration
de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et
l'autonomisation des femmes**

**Conseil d'administration
du Fonds des Nations Unies pour l'enfance**

**Conseil d'administration
du Programme alimentaire mondial**

Conseil d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS

Première session ordinaire de 2025

Du 27 au 31 janvier 2025, New York

Conseil d'administration d'ONU-Femmes

Première session ordinaire de 2025

Du 10 au 11 février 2025, New York

Conseil d'administration de l'UNICEF

Première session ordinaire de 2025

Du 4 au 7 février 2025, New York

Conseil d'administration du PAM

Première session ordinaire de 2025

Du 18 au 21 février 2025, Rome

**Rapport sur la visite conjointe sur le terrain effectuée au
Cambodge par les membres des Conseils d'administration
du PNUD/FNUAP/UNOPS, de l'UNICEF, d'ONU-Femmes
et du PAM du 28 octobre au 1er novembre 2024**

I. Contexte

1. La visite conjointe sur le terrain effectuée au Cambodge par les membres des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)/du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)/du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et du Programme alimentaire

mondial (PAM) s'est déroulée du 28 octobre au 1^{er} novembre 2024. Dix-sept membres issus des quatre Conseils d'administration figuraient parmi les membres de la délégation.

2. S.E. M. Muhammad Muhith, Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président 2024 du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, a assuré la coordination générale de la visite. La liste complète des membres de la délégation est donnée en annexe.

3. La visite avait pour objet d'aider les membres des Conseils d'administration à mieux comprendre l'étendue et les modalités de la collaboration entre les organisations du système des Nations Unies, ainsi que leur contribution à la réalisation des plans de développement nationaux et des objectifs de développement durable.

4. Plus précisément, la mission s'est concentrée sur les thèmes clés (« récits »), autour desquels les organismes des Nations Unies collaborent pour réaliser des progrès et obtenir des résultats au Cambodge, conformément au Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Il s'agit notamment des domaines suivants :

- (a) *Changement climatique* – comment le Cambodge est affecté par le changement climatique et comment les Nations Unies coordonnent leurs efforts pour soutenir des initiatives essentielles de protection sociale, de préparation et de résilience qui sont inclusives et sensibles au genre.
- (b) *Égalité des genres* – comment le potentiel des femmes et des filles est réalisé au Cambodge, en soulignant les actions conjointes qui garantissent que les femmes peuvent participer et contribuer aux avancées en matière de développement de manière équitable.
- (c) *Autonomisation des jeunes, bonne gouvernance, engagement citoyen et création de mouvements* – comment le « dividende de la jeunesse » est exploité au Cambodge, en veillant à ce que les jeunes d'aujourd'hui soient armés et préparés pour devenir les futurs leaders du pays.
- (d) *Systèmes résilients* – comment les Nations Unies se rassemblent pour soutenir l'aspiration du Cambodge à sortir du statut de pays le moins avancé (PMA) en veillant à ce que tout le monde bénéficie des avancées en matière de développement grâce à l'émergence de systèmes résilients qui ne laissent personne de côté.

5. La mission a commencé pour l'ensemble de la délégation à Siem Reap et s'est conclue à Phnom Penh.

6. Le premier jour de la mission, à Siem Reap, a commencé par la tenue de réunions accueillant l'ensemble de la délégation et les responsables d'organismes ainsi que le Coordonnateur résident. En préparant cette visite, les responsables d'organismes souhaitaient illustrer les résultats et l'impact de leur travail en racontant l'histoire d'une fillette de 10 ans nommée Rasmi, vivant dans une zone rurale, comme la plupart des

Cambodgiens. En s'appuyant sur le récit de Rasmi, les chefs de secrétariat ont démontré l'impact réel du soutien des Nations Unies aux politiques ambitieuses du Gouvernement cambodgien dans les quatre domaines clés mentionnés ci-dessus.

7. La journée s'est poursuivie par une visite du musée cambodgien des mines terrestres, où la délégation a rencontré de hauts fonctionnaires de l'Autorité cambodgienne d'action antimines et d'assistance aux victimes (CMAA) ainsi que du Centre cambodgien d'action antimines (CMAC).

8. La délégation a ensuite visité le complexe des temples d'Angkor Vat, permettant ainsi aux participants de découvrir le passé riche et mouvementé du Cambodge, avant de se pencher sur les enjeux actuels et futurs du pays.

9. Les deuxième et troisième jours de la mission, la délégation a été divisée en trois groupes plus succincts, les participants y étant affectés en fonction de leurs préférences : Groupe 1 (nord-est), groupe 2 (nord-ouest) et groupe 3 (Phnom Penh).

10. Tous les groupes ont eu l'opportunité de se familiariser avec les quatre thèmes susmentionnés, d'en apprendre davantage sur chacun d'eux et de découvrir le travail collaboratif des différents organismes des Nations Unies.

(a) *Groupe 1 – Nord-est (Preah Vihear)* : Ce groupe s'est concentré sur la résilience des systèmes de santé et d'éducation, l'autonomisation des jeunes et la nécessité de « ne laisser personne de côté ». Cette visite a permis d'observer les activités conjointes des Nations Unies visant à sensibiliser les populations isolées dans les domaines de la santé, de l'éducation des jeunes par leurs pairs, de la lutte contre le paludisme, de l'engagement citoyen, de l'autonomisation des jeunes, de la lutte contre la violence basée sur le genre et de la promotion de l'égalité des genres.

(b) *Groupe 2 – Nord-ouest (Banteay Meanchey, Battambang et Pouthisat)* : Ce groupe s'est concentré sur les moyens de subsistance, la protection sociale et le renforcement de la résilience. Il a visité divers sites d'intervention : un terrain de déminage ; un centre d'assistance et de réadaptation des victimes de mines terrestres ; une communauté participant au programme d'identification des ménages pauvres (IDPoor), grâce auquel quatre ménages bénéficient d'une assistance sociale ; une école bénéficiant du programme d'alimentation scolaire ; et un centre d'évacuation pour la gestion des risques de catastrophe. Les thèmes transversaux abordés comprenaient l'engagement citoyen, l'égalité des genres et l'autonomisation.

(c) *Groupe 3 – Phnom Penh* : Ce groupe s'est concentré sur l'inclusion, l'autonomisation des jeunes, l'égalité des genres et des actions visant à ne laisser personne de côté. Il a rencontré des acteurs clés des Nations Unies à Phnom Penh et dans ses environs, notamment des réseaux de jeunes, des groupes de défense des droits des personnes handicapées, des groupes de défense des droits des femmes, des travailleuses du spectacle et des prestataires de services de santé mentale. La délégation a également

visité un centre d'accueil pour femmes en situation de crise, qui fournit des services aux personnes victimes de violences basées sur le genre.

II. Présentation générale du Cambodge

11. Le Royaume du Cambodge est une monarchie constitutionnelle où le roi règne sans gouverner. La Constitution garantit la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Le Royaume est doté d'un système parlementaire bicaméral composé de l'Assemblée nationale et du Sénat. Le Gouvernement royal est dirigé par le Premier ministre, qui est nommé par le parti qui remporte les élections à l'Assemblée nationale. Les Cambodgiens élisent les membres de l'Assemblée nationale au suffrage universel direct tous les cinq ans, tandis que les membres du Sénat sont élus au suffrage indirect tous les six ans. Les deux chambres assument le pouvoir législatif ; le pouvoir exécutif est, quant à lui, responsable de l'application des lois adoptées par le pouvoir législatif et promulguées par le Roi. Le pouvoir judiciaire est responsable de l'application des lois et de la répression des violations.

12. Le Cambodge compte une population totale de 15,6 millions d'habitants, dont 39,4 % vivent en milieu urbain. L'âge moyen (médian) de la population est de 27 ans, avec 29,4 % de la population âgée de 15 ans ou moins, et 8,9 % de 60 ans ou plus. Près de 62 % de la population est âgée de 15 à 59 ans – un dividende démographique qui pourrait être mis à profit pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Le khmer est la langue maternelle de 95,8 % de la population, les langues des minorités ethniques représentant 2,9 %. Le recensement de 2019 a identifié plus de 23 groupes de minorités ethniques, représentant 2,9 % de la population¹.

III. Le système des Nations Unies au Cambodge

13. Il présente les principaux domaines d'intervention et les propositions d'action des Nations Unies, en collaboration avec un large éventail d'acteurs du développement, afin d'accélérer les progrès du Cambodge vers la réalisation des ODD.

14. Malgré certains revers, le Cambodge reste déterminé à accélérer les progrès vers la concrétisation des ODD. Pour y parvenir, il faut toutefois remédier à plusieurs lacunes et obstacles structurels, notamment les inégalités sociales et la prédominance de l'économie informelle au Cambodge, qui entrave la collecte des recettes publiques et limite l'accès à la protection sociale. La dépendance vis-à-vis de l'agriculture place le Cambodge dans une position de vulnérabilité, notamment face aux phénomènes météorologiques extrêmes, ce qui en fait l'un des pays les plus exposés aux effets du changement climatique.

¹ Institut national de la statistique, 2020 ; ministère de la Planification, Recensement général de la population, 2019, p. 13, 25, 30.

IV. Observations générales, commentaires et recommandations

15. La délégation a salué l'occasion qui lui a été donnée d'observer les activités du PNUD, du FNUAP, de l'UNOPS, de l'UNICEF, d'ONU-Femmes et du PAM au Cambodge. Les participants expriment à ce titre leur profonde gratitude auprès du bureau de pays du FNUAP pour sa coordination efficace, soutenue par les bureaux de pays des cinq autres entités des Nations Unies, et auprès du Gouvernement cambodgien pour l'organisation d'une visite de terrain concluante. Celle-ci a permis de mettre en lumière des aspects essentiels du travail des six entités des Nations Unies et de leurs partenaires au Cambodge. La délégation tient à remercier tout particulièrement le personnel des Nations Unies au Cambodge, notamment le personnel national, pour son engagement et son dévouement exceptionnels.

16. Les recommandations de la délégation, basées sur les observations des trois groupes, sont résumées ci-dessous.

A. Groupe 1 – Nord-est

17. Le groupe 1 a visité le centre de santé de Kaoh Ke et rencontré le comité de coordination provincial sur la violence basée sur le genre. Il s'est également rendu dans une installation municipale d'approvisionnement en eau, au collège du village de Thbeng Meanchey, au centre de santé de Pro Me ainsi que dans le village de Sre Preang, où se tenait une session de formation sur le paludisme.

18. La délégation a observé des initiatives soutenues conjointement par l'UNICEF, le FNUAP et l'UNOPS dans la province de Preah Vihear, au nord-est du pays. Ces initiatives mettaient l'accent sur l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, et sur des systèmes résilients visant à ne laisser personne de côté. La délégation a salué les efforts conjoints des Nations Unies pour soutenir les populations isolées dans des domaines tels que la santé, l'éducation des jeunes par leurs pairs, l'élimination du paludisme, l'autonomisation des jeunes, la protection de l'enfance, la lutte contre la violence basée sur le genre et l'égalité des genres.

Observations

19. La délégation a constaté une coordination efficace entre les organismes des Nations Unies et a noté une participation diversifiée des communautés, du Gouvernement, du secteur privé, de la société civile et des jeunes à divers programmes.

20. Elle se félicite de la mise en œuvre de services de santé intégrés au sein des communautés isolées, avec une attention particulière portée à la santé maternelle et infantile, ce qui contribue à réduire les inégalités auxquelles sont confrontées les communautés mal desservies, difficiles à atteindre et exposées à des risques élevés en matière d'accès à des soins de santé de base pourtant essentiels.

21. La délégation a également salué les efforts conjoints du Gouvernement et des entités des Nations Unies pour éradiquer le paludisme au Cambodge d'ici 2025. Elle a constaté le bon fonctionnement du système social mis en place à tous les niveaux, en mettant l'accent sur les interventions communautaires. Par ailleurs, elle a souligné l'efficacité des rapports numériques en temps réel et des initiatives menées par les communautés, notamment le rôle clé des agents locaux et des équipes mobiles de lutte contre le paludisme, dont l'engagement s'avère essentiel dans les zones à forte transmission.

22. Le groupe a également observé les mécanismes locaux de protection des enfants et d'assistance aux survivantes de violences basées sur le genre. Il a relevé la nécessité de former davantage de travailleurs sociaux qualifiés.

23. Un site d'approvisionnement en eau potable pour les zones rurales, soutenu par l'UNICEF et impliquant le secteur privé, a également fait l'objet d'une visite. Si l'accès à l'eau potable et à l'assainissement reste un défi majeur, notamment dans les écoles et les centres médicaux isolés, les plans de développement et les partenariats public-privé montrent des résultats encourageants. En complément de la mobilisation de ressources financières, des campagnes de sensibilisation sur les avantages de l'eau propre pourraient compléter ces initiatives.

Recommandations

24. Bien que des progrès notables aient été réalisés dans le domaine de l'éducation, la délégation souligne la nécessité de disposer de ressources suffisantes et de renforcer les capacités, notamment en recrutant des enseignants hautement qualifiés. Ces mesures visent à garantir un accès équitable à une éducation de qualité. La délégation a salué les efforts du Gouvernement pour investir dans le capital humain et former une main-d'œuvre future qualifiée, disposant des compétences professionnelles nécessaires pour dispenser un enseignement de qualité aux enfants.

25. La délégation encourage le Gouvernement cambodgien, l'équipe de pays des Nations Unies et les autres partenaires de développement à concevoir et mettre en œuvre une campagne de sensibilisation axée sur l'utilisation d'une eau propre et sur l'éducation à la santé sexuelle et reproductive dans les écoles primaires et secondaires du pays.

B. Groupe 2 – Nord-ouest

26. Le groupe 2 a effectué plusieurs visites de terrain dans les provinces de Banteay Meanchey, Battambang et Pouthisat (au nord-ouest du pays), mettant l'accent sur le déminage, l'assistance aux victimes de mines terrestres et leur rééducation, l'identification des ménages pauvres (IDPoor) et la protection sociale, les programmes d'alimentation scolaire, la préparation et la réponse aux risques de catastrophes, ainsi que l'engagement citoyen, l'égalité des genres et l'autonomisation.

27. Les visites ont inclus un site de déminage et un centre de rééducation physique, quatre ménages bénéficiant d'une aide sociale, d'une rizerie, d'une école et d'un centre d'évacuation sécurisé.

Observations

28. La délégation a noté que la contamination par les mines terrestres – ayant fait plus de 65 000 victimes à ce jour – constituait un obstacle majeur aux efforts gouvernementaux en vue d'atteindre les ODD d'ici 2030. Elle a salué les efforts conjoints du Gouvernement et du PNUD pour renforcer les activités de déminage.

29. Cependant, l'absence de cartographie des zones contaminées complique les opérations de déminage. Le Gouvernement a dû recueillir des informations pour cartographier les zones potentiellement contaminées, ce qui a encore compliqué les efforts de déminage entrepris par le Gouvernement et les partenaires de développement. L'assistance aux victimes reste un aspect crucial en ce qui concerne les mines terrestres, en mettant particulièrement l'accent sur l'intégration de la santé mentale et la garantie de l'accessibilité.

30. Après avoir rencontré des représentants gouvernementaux et visité des sites d'intervention liés à la protection sociale, la délégation a observé que 42 % de la population bénéficiait d'une forme d'aide sociale, ce qui représente un résultat encourageant. Le soutien du PNUD, de l'UNICEF et du PAM a été essentiel pour atteindre ces résultats. La délégation a salué le système d'évaluation clair et compréhensible pour l'identification des familles pauvres (IDPoor 1, IDPoor 2 et ménages à risque) soutenu par le PNUD, facilitant ainsi l'accès au système d'aide sociale.

31. La délégation a visité un centre d'usinage où le riz est enrichi par l'ajout de nutriments essentiels, à l'aide d'infrastructures d'usinage spécialisées. Jusqu'à présent, ces installations n'étaient disponibles que dans la capitale du pays, mais elles sont désormais étendues aux régions provinciales grâce à une collaboration entre le Gouvernement et le PAM. Ce riz enrichi est utilisé dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire, actuellement destiné à 15 % des élèves de l'enseignement primaire. Lors de sa visite dans une école primaire, la délégation a observé le programme en action et a noté qu'un programme de repas scolaires bien organisé était en cours de mise en œuvre.

32. Après avoir visité un centre d'évacuation lié à la gestion des risques de catastrophes, la délégation a constaté que cette approche était un moyen efficace de faire face aux inondations d'origine climatique qui surviennent chaque année. Cependant, seulement 20 % des zones inondables bénéficient de ces infrastructures. La délégation a souligné la nécessité d'un soutien supplémentaire, ainsi que de données ventilées par genre, qui pourraient être partagées avec le Gouvernement pour faciliter la distribution de biens de première nécessité.

Recommandations

33. Afin de renforcer les efforts de déminage, il est essentiel d'intégrer cette activité dans les autres plans de développement du pays.

34. Le Gouvernement accorde la priorité aux besoins de déminage, qui doivent être soutenus par les partenaires de développement. Les efforts de déminage doivent aller de pair avec l'accompagnement des victimes des mines.

35. La délégation a recommandé un soutien technique et financier supplémentaire pour renforcer le système de protection sociale public, en mettant l'accent sur l'emploi, l'épargne financière, les compétences et la formation. Elle a souligné le rôle important que les femmes dirigeantes peuvent jouer dans ces initiatives.

36. Compte tenu de l'ambition de faire progresser rapidement le système éducatif du Cambodge, la délégation a suggéré que les organismes renforcent leurs efforts respectifs et concentrent leurs ressources sur les sites clés du programme.

37. La délégation a été informée de la participation des démineurs cambodgiens aux opérations de maintien de la paix à Chypre, au Liban, au Mali, en République arabe syrienne, en République centrafricaine, au Soudan, au Soudan du Sud, au Tchad et au Yémen. Des discussions ont eu lieu sur les initiatives de coopération Sud-Sud et le transfert de connaissances vers d'autres pays, tels que la Colombie et l'Ukraine.

C. Groupe 3 – Phnom Penh

38. Le groupe 3 a tenu une série de réunions à Phnom Penh, rencontrant notamment des représentants de la jeunesse, des organisations de la société civile (OSC) dirigées par des femmes et d'autres OSC impliquées dans la protection et l'inclusion sociales. Cela incluait des personnes handicapées, des personnes séropositives, des femmes travaillant dans l'industrie du spectacle, des personnes LGBTQI+ et des communautés autochtones.

39. Les discussions ont porté sur l'engagement des jeunes, l'espace civique et le soutien de l'équipe de pays des Nations Unies à la jeunesse. Le groupe a également abordé les activités liées à l'égalité des genres et au principe consistant à ne laisser personne de côté, ainsi que les progrès réalisés et les défis persistants dans les domaines de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes, du leadership et de la participation à la vie politique.

Observations

40. L'objectif de la mission est d'évaluer la manière dont les six organismes mettent en œuvre leur mandat afin d'aider le Gouvernement à atteindre ses priorités. À cet égard, il est crucial de comprendre le contexte national, les réalités locales et le mode de fonctionnement des Nations Unies pour réfléchir à ce que l'on peut faire différemment.

41. En ce qui concerne la protection sociale et l'inclusion, le groupe a rencontré des représentants d'organisations travaillant avec des personnes handicapées, des personnes vivant avec le VIH et la tuberculose, ainsi que des communautés autochtones. Les délégués ont également discuté avec des organisations impliquées dans l'action climatique et les droits civils et politiques.

42. Le groupe a salué les changements positifs, notamment l'adoption de cadres juridiques et de politiques visant à lutter contre la violence basée sur le genre (VBG) : plan d'action national pour la prévention de la VBG, groupe de travail pour la prise en charge de la VBG, plan d'action national pour la paix et la sécurité des femmes. Il a également pris note de la vulnérabilité du pays face au changement climatique, de sa situation socioéconomique, de l'autonomisation économique des femmes et de la collaboration entre les Nations Unies et le Gouvernement cambodgien.

43. Bien que des progrès aient été réalisés au cours des 20 dernières années, des défis demeurent. Les difficultés incluent le financement insuffisant pour soutenir le travail de la société civile sur le terrain, l'accès restreint aux communautés locales, l'information limitée sur les possibilités offertes par le Gouvernement et les partenaires, ainsi que la coopération incertaine avec les autres partenaires internationaux.

44. La visite du Centre de crise pour les femmes a permis de mettre en lumière les services intégrés fournis aux survivantes de violences ainsi qu'à leurs enfants. Dans certains cas, des thérapies de gestion de la colère sont également proposées aux auteurs de violences. La délégation a salué l'entretien satisfaisant du refuge et les services d'assistance fournis.

Recommandations

45. La délégation a apprécié la coopération entre les six organismes et l'équipe de pays des Nations Unies au Cambodge. Leur complémentarité et leur vision commune permettent d'apporter un soutien intégré au Gouvernement. Lors des réunions du groupe 3, l'importance du rôle de l'équipe de pays des Nations Unies dans le soutien au Gouvernement, en association avec la mobilisation de la société civile et d'autres parties prenantes, a été soulignée.

46. Pour mieux évaluer l'efficacité et l'efficience de ce soutien, la délégation aurait bénéficié d'une interaction plus étroite avec les interlocuteurs gouvernementaux responsables de la mise en œuvre des axes prioritaires. Il aurait été judicieux d'organiser des discussions sur la manière dont les six organismes traduisent en actions concrètes le cadre de développement récemment adopté dans les domaines abordés par le groupe 3.

47. Les approches fondées sur les droits humains et centrées sur les personnes ont été reconnues et saluées. Le groupe a souligné l'importance de placer les survivantes et survivants ainsi que les besoins des individus au centre du soutien de l'équipe de pays des Nations Unies au Cambodge. Rappelons à cet égard que les principaux défis au Cambodge

sont liés à des normes sociales et de genre néfastes, à la pauvreté, aux inégalités et aux obstacles entravant le travail décent. Toutefois, les seuls domaines des ODD où des reculs ont été observés concernent la consommation et la production responsables. Il est essentiel que les efforts en matière de protection et d'inclusion sociales soutiennent le travail de l'équipe de pays des Nations Unies dans les domaines de l'emploi, du travail décent, de la nutrition, de l'éducation de qualité, des systèmes de santé et de l'autonomisation économique des femmes, ainsi que dans d'autres domaines pertinents.

48. L'ensemble de la délégation s'est réunie à Phnom Penh en fin de journée le troisième jour, poursuivant ses activités les quatrième et cinquième jours.

D. Rencontre avec le Premier ministre

49. Le quatrième jour de la visite, la délégation a participé à une réunion avec le Premier ministre, suivie d'un déjeuner avec des ambassadeurs, des chefs de délégation et des partenaires de développement.

50. La majorité de la délégation a rencontré le Premier ministre et différents ministres, et il est apparu que des politiques sont en place pour améliorer la vie des citoyens dans le pays.

51. La délégation a noté qu'une collaboration continue et une appropriation politique et financière renforcée par le Gouvernement, à tous les niveaux (national, régional et local), seront nécessaires pour garantir la pérennité des progrès et la concrétisation de la vision du pays, à savoir devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2030 et un pays à revenu élevé d'ici 2050.

52. Lors du déjeuner avec les partenaires de développement, la délégation a constaté une baisse préoccupante de l'aide publique au développement (APD) en faveur de l'éducation, reflétant un intérêt moindre des donateurs. Elle a souligné la nécessité de maintenir l'aide pour améliorer la qualité de l'éducation, surmonter les obstacles à un accès équitable et renforcer les infrastructures, notamment dans les zones rurales et isolées.

53. La journée s'est conclue par un « mini-salon de l'innovation », suivi d'une soirée de clôture rassemblant des représentants gouvernementaux et des partenaires de développement.

E. Musée du génocide de Tuol Sleng

54. Les cinquième et dernier jours de la visite, la délégation a visité le musée du génocide de Tuol Sleng, puis participé à un débriefing avec les chefs de secrétariat et l'équipe de pays des Nations Unies.

55. La visite du musée du génocide de Tuol Sleng a été particulièrement marquante pour la délégation, car elle lui a permis de se familiariser avec la période des Khmers rouges au

Cambodge. Cette visite a permis à la délégation d'avoir un aperçu historique des événements survenus au cours de cette période tragique de l'histoire du Cambodge et de mieux comprendre le processus de guérison en cours dans le pays après le génocide.

56. La mission s'est conclue par une réunion avec les chefs de secrétariat des six organismes des Nations Unies ayant participé à la visite conjointe sur le terrain. Dans l'ensemble, la délégation a exprimé sa gratitude pour les efforts considérables déployés concernant l'organisation du voyage, et a remercié l'équipe de pays des Nations Unies pour sa planification méticuleuse.

57. La délégation a souligné qu'il aurait été bénéfique d'avoir des interactions plus approfondies avec les représentants gouvernementaux. Par exemple, des réunions supplémentaires avec les OSC et les ministères de tutelle auraient permis de mieux cerner les enjeux locaux.

58. Néanmoins, les échanges avec les jeunes, les femmes, les représentants des OSC et les communautés autochtones ont été bien accueillis et ont constitué une composante essentielle de l'expérience améliorant la compréhension du pays.

59. Pour la délégation, il est apparu clairement que les politiques et les idées abordées à New York et à Rome avaient un impact direct et significatif sur le travail des organismes dans le pays. Il s'agissait notamment des négociations relatives à l'examen quadriennal complet des politiques (QCPR). L'exposition aux aspects culturels et religieux du pays a également enrichi la compréhension du contexte national et des progrès en cours.

60. La délégation a pris connaissance des initiatives menées par l'Organisation internationale du travail et du soutien qu'elle apporte, en collaboration avec le PNUD, au Gouvernement royal du Cambodge, afin de réduire l'économie informelle et de permettre aux travailleurs indépendants d'accéder à la sécurité sociale. Elle a recommandé d'élargir ces efforts pour réduire la dépendance des citoyens vis-à-vis des pouvoirs publics. Des investissements pour les femmes vivant en milieu rural, les petites entreprises et les micro-entrepreneurs, par exemple, pourraient renforcer leur niveau d'autosuffisance.

61. La délégation a reconnu que le Cambodge avait accompli des progrès remarquables, mais qu'il était crucial de consolider ce succès – un véritable défi.

62. En ce qui concerne le travail des Nations Unies, il est clairement apparu que le système des Coordonnateurs résidents fonctionnait bien et que les Nations Unies étaient bien accueillies par les pouvoirs publics, dans un climat de confiance.

63. La délégation a apprécié le rôle central et estimé du Coordonnateur résident, la coopération exemplaire entre le PNUD, le FNUAP, l'UNOPS, l'UNICEF, ONU-Femmes et le PAM, ainsi que la cohésion de l'équipe de pays des Nations Unies au Cambodge. La délégation a pris bonne note de l'appel des entités des Nations Unies à améliorer les politiques et procédures générales de coopération au sein du système des Nations Unies.

64. Tout en saluant l'efficacité de la coopération entre les organismes, la délégation a demandé quelles mesures supplémentaires pourraient être prises pour renforcer et élargir les initiatives conjointes. Elle a également sollicité des recommandations pour améliorer de manière efficace le déroulement des missions conjointes.

65. La délégation a été impressionnée par les transformations et les progrès significatifs réalisés par le Cambodge ces dernières années, avec le soutien des entités des Nations Unies et d'autres partenaires de développement.

66. Elle a salué les efforts des entités des Nations Unies déployés dans leurs discours pour inclure la société civile, les jeunes, les personnes handicapées et les minorités. L'approche innovante des équipes de pays des Nations Unies (par exemple, l'utilisation d'applications et de l'IA pour surveiller la pauvreté) a été très appréciée.

67. La délégation a constaté le traumatisme considérable et relativement récent enduré par le peuple cambodgien en raison du génocide, et a souligné les progrès significatifs accomplis au cours des dernières décennies. Il a été observé que le développement faisait partie intégrante du processus de guérison. La délégation a pu constater l'énergie et les ressources déployées par les personnes rencontrées, ainsi que l'impact des Nations Unies au Cambodge, mais il subsistait des questions quant aux défis micro-économiques sous-jacents et aux capacités gouvernementales.

68. La délégation a souligné l'importance cruciale des données dans la planification et la prise de décision, tant pour les Nations Unies que pour le Gouvernement cambodgien, afin d'atteindre les ODD.

69. Il a été noté que l'engagement du Cambodge en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité était illustré par l'inclusion des femmes dans les opérations de déminage humanitaire, les projets de développement communautaires et les opérations de maintien de la paix.

70. La délégation a apprécié l'interaction avec les jeunes et l'importance de continuer à entretenir une culture du dialogue. Elle estime essentiel que tous les segments de la société soient inclus dans les consultations et interactions.

71. La question de la territorialisation des ODD a été soulevée comme une question importante en raison des menaces pesant sur l'investissement dans l'éducation, notamment en ce qui concerne la qualité de celle-ci.

72. Le classement du Cambodge parmi les pays les moins avancés (PMA) a suscité un vif intérêt au sein de la délégation. Toutefois, la « malédiction du classement » a été mentionnée à plusieurs reprises comme un inconvénient de ce processus – un scénario dans lequel le financement et d'autres formes de soutien au développement diminuent en raison de ce classement.

73. La délégation a demandé comment les Nations unies pouvaient renforcer leur impact à la lumière des négociations en cours sur l'examen quadriennal complet des politiques (QCPR). Les organismes ont fait remarquer que l'opérationnalisation de l'« ONU 2.0 » était essentielle et que les politiques, processus et systèmes freinaient parfois les progrès. Ils ont souligné que pour rationaliser les missions conjointes, il était crucial de disposer de systèmes communs, y compris de systèmes d'information partagés.

74. En communiquant sur le rôle des Nations Unies au Cambodge, les organismes ont confirmé que leur avantage comparatif résidait dans plusieurs domaines clés :

- (a) L'amélioration des niveaux de qualité, de la normalisation et des systèmes demeure une fonction essentielle des organismes des Nations Unies au Cambodge. Les Nations Unies soutiennent la mise en œuvre des normes et pratiques internationales à l'échelle du Gouvernement. De nombreux systèmes d'information et efforts de normalisation, notamment dans des domaines tels que la santé, la protection sociale, la prise en charge de la violence basée sur le genre, l'éducation et la formation, ont été mis en place grâce aux interventions des Nations Unies.
- (b) Le pouvoir de mobilisation et la coordination entre les organisations de la société civile, les partenaires de développement, les ministères et les représentants gouvernementaux figurent parmi les fonctions essentielles des Nations Unies au Cambodge. Sans les Nations Unies, la communication entre les principales parties prenantes serait précaire.
- (c) L'équipe de pays des Nations Unies a démontré que l'ONU était un acteur important pour faciliter les échanges d'expériences et de bonnes pratiques ainsi que la coopération Sud-Sud.
- (d) La confiance qui règne entre les Nations Unies et le Gouvernement reste intacte, et ce d'autant plus à l'heure où le pays sort du statut de PMA. Le financement durable de domaines tels que la couverture sanitaire, la protection sociale, le déminage et l'éducation sera un enjeu essentiel. À cet égard, les Nations Unies continuent de travailler avec les institutions financières internationales, les banques multilatérales de développement et le secteur privé, tout en explorant le rôle de la fiscalité.

75. Les organismes ont reconnu l'importance de la réforme des Nations Unies et ont noté qu'au niveau des programmes, le Cadre de coopération jouait un rôle important pour permettre une coordination efficace des programmes et des ressources.

76. La mission s'est achevée par une réunion avec l'équipe de pays des Nations Unies et le Coordonnateur résident. La délégation a apprécié que la session se termine par une réunion finale avec l'équipe de pays des Nations Unies, permettant ainsi de partager les expériences et les observations recueillies au cours de la visite.

77. Le Coordonnateur résident a souligné le travail conjoint mené par les Nations Unies au Cambodge et l'efficacité de cette coordination, particulièrement en réponse au classement parmi les PMA. Toutefois, l'équipe de pays des Nations Unies a sollicité un soutien supplémentaire pour résoudre les problèmes structurels sous-jacents, afin de favoriser une meilleure coordination entre les organismes, ce que la délégation a jugé essentiel.

78. La question du financement, à mesure que le pays progresse vers l'obtention du statut de PMA, a été reconnue comme un élément clé pour que le système de développement des Nations Unies puisse continuer à fonctionner efficacement.

79. Le changement climatique, l'éducation, la territorialisation des ODD, le « piège du revenu intermédiaire », le genre, le déminage et la migration sont autant de questions auxquelles la délégation a prêté attention au cours de sa visite.

80. La délégation aurait tiré profit d'un dialogue avec des représentants de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, dont les travaux joueront un rôle essentiel dans le développement économique du Cambodge.

81. La délégation a soulevé la question de la migration et de son impact sur les familles les plus en difficulté et sur la cohésion sociale.

82. L'équipe de pays des Nations Unies a présenté les travaux conjoints qu'elle mène sur le climat, notamment en ce qui concerne les forêts. La délégation a apprécié les informations communiquées sur le « régime de crues » et son importance pour les systèmes alimentaires. Le besoin de financement pour l'adaptation des systèmes alimentaires confirme les défis actuels liés au changement climatique. Le risque d'une dépendance excessive à l'égard de l'agriculture de subsistance a également été évoqué.

83. La question des droits humains a été soulevée par la délégation. L'équipe de pays des Nations Unies a indiqué qu'il existait une stratégie spécifique en matière de droits humains au Cambodge.

84. En ce qui concerne les personnes LGBTQI+, l'équipe de pays des Nations Unies a confirmé qu'elle assurait le suivi des recommandations de l'examen périodique universel, lesquelles ont été approuvées par le Gouvernement cambodgien.

85. La délégation a souligné l'importance d'améliorer la plateforme de coopération Sud-Sud et de renforcer la collaboration internationale afin de faire progresser les initiatives axées sur le développement et adaptées aux défis et aux perspectives du pays.

V. Conclusions

86. La visite conjointe effectuée sur le terrain au Cambodge a illustré l'efficacité de la collaboration entre les organismes des Nations Unies pour soutenir les plans de développement nationaux et atteindre les ODD.

87. La délégation a pu constater que les six organismes travaillaient de manière coordonnée pour promouvoir des avancées dans des domaines clés tels que la résilience face au changement climatique, l'égalité des genres, l'autonomisation des jeunes, la bonne gouvernance, l'engagement citoyen, ainsi que la promotion de systèmes résilients qui ne laissent personne de côté.

88. Les membres de la délégation ont salué le bon fonctionnement de l'équipe de pays des Nations Unies sous la direction du Coordonnateur résident, en phase avec la réforme du système mise en œuvre en 2019. Ils ont également constaté que les Nations Unies bénéficiaient d'un accueil favorable et de la confiance du Gouvernement cambodgien.

89. La coordination entre les organismes des Nations Unies semble efficace, mobilisant diverses parties prenantes, notamment les communautés locales, le Gouvernement, le secteur privé, la société civile et les jeunes, comme en attestent plusieurs programmes ayant fait l'objet de visites par la délégation.

90. Malgré les défis qui subsistent, la délégation a mis en avant les progrès remarquables réalisés par le Cambodge au cours des 20 dernières années pour accélérer la mise en œuvre des ODD. Elle a noté que les politiques et idées envisagées au sein du Conseil d'administration à New York et à Rome trouvaient une application concrète dans le cadre des activités des organismes des Nations Unies menées dans le pays.

91. La délégation a également souligné que la contamination par les mines terrestres, qui a fait plus de 65 000 victimes dans le pays, constituait un obstacle majeur aux efforts du Gouvernement pour atteindre les ODD d'ici 2030. À cet égard, elle a salué les initiatives du Gouvernement cambodgien et l'appui du PNUD pour intensifier les efforts de déminage.

92. À titre général, la délégation tient à exprimer sa profonde reconnaissance pour les efforts considérables déployés par les organismes et l'équipe de pays des Nations Unies au Cambodge afin d'organiser ce voyage, en particulier auprès du FNUAP, principal organisateur de cette visite.

93. Enfin, la délégation remercie chaleureusement l'équipe de pays des Nations Unies pour la planification détaillée de cette visite.

Annexe

Visite conjointe sur le terrain effectuée au Cambodge par les membres des conseils d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, de l'UNICEF, d'ONU-Femmes et du PAM du 28 octobre au 1^{er} novembre 2024 – Participants

PARTICIPANTS – ÉTATS MEMBRES				
RÉGION	PNUD/FNUAP/UNOPS	UNICEF	ONU-Femmes	PAM
États d'Asie-Pacifique	Bangladesh S.E. M. Muhammad Muhith Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies Président du Conseil d'administration 2024 (chef de délégation)	-	Tadjikistan M. Golibjon Gulov Premier Secrétaire à la mission permanente du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies	-
États africains	Éthiopie S.E. M. Samuel Isa Chala Ambassadeur et Représentant permanent adjoint de la République fédérale démocratique d'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies	Rwanda M. Robert Kayinamura Ministre conseiller et Représentant permanent adjoint de la République du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies	Cameroun Mme Nelly Banaken Elel Première conseillère à la mission permanente du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies	Tchad M. Asnal Ngartolna Chargé d'affaires a.i. à l'ambassade du Tchad à Berlin, Allemagne
États d'Europe orientale	Roumanie S.E. M. Cornel Feruța	Bulgarie S.E. Mme Lachezara Stoeva	Pologne S.E. M. Krzysztof Maria Szczerski	Fédération de Russie M. Arsen Bogatyrev

	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies	Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire, Représentante permanente de la Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies	Premier secrétaire à la mission permanente de la Fédération de Russie auprès de la FAO et des organismes des Nations Unies à Rome
États d'Amérique latine et des Caraïbes	Équateur S.E. M. José Javier De La Gasca Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies	El Salvador S.E. Mme Egriselda Aracely González López Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire, Représentante permanente d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies	Paraguay S.E. M. Marcelo Eliseo Scappini Ricciardi Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent du Paraguay auprès de l'Organisation des Nations Unies	République dominicaine Mme Larissa Caridad Veloz Santana Ministre conseillère, Représentante permanente adjointe auprès de la FAO
Europe occidentale et autres États	États-Unis d'Amérique S.E. Mme Lisa A. Carty Ambassadrice, Représentante permanente adjointe des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, Représentante auprès du Conseil économique et social	Autriche M. Stefan Pretterhofer Ministre plénipotentiaire et Représentant permanent adjoint de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies	Suède Mme Charlotta Schlyter Ambassadrice, Représentante auprès du Conseil économique et social	-
PARTICIPANTS – SECRÉTARIAT DES NATIONS UNIES				
	PNUD/FNUAP/UNOPS	UNICEF	ONU-FEMMES	PAM
	FNUAP Mme Elena Pirondini Directrice et Cheffe du service du Conseil d'administration, FNUAP	UNICEF M. Andres Franco Directeur et Secrétaire du Conseil d'administration	ONU-FEMMES M. Jean-Luc Bories Directeur et Secrétaire du Conseil d'administration	PAM M. Phillip Ward Directeur et Secrétaire du Conseil d'administration

	PNUD Mme Mahsa Jafari Directrice et Secrétaire du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS	-	-	-
	UNOPS Mme Carolina Popovici Spécialiste des affaires intergouvernementales, UNOPS			
	FNUAP Mme Sabina Saeed Spécialiste du Conseil d'administration et de la gouvernance, Service de la liaison avec le Conseil d'administration, FNUAP			
Participants :	9	5	6	4
Total de la délégation :				24